

## Rapport d'orientation



**« Que penser de la situation actuelle ? »**

Thomas Couëpel, Président

« Les années se suivent et les défis s'accroissent pour nos Coopératives qui font preuve d'une résilience remarquable face à la crise. L'inflation galopante n'épargne personne et encore moins les productions animales biologiques. Le consommateur s'est détourné des produits jugés trop chers, et pourtant ardemment souhaités par une classe médiatico-politique. Résultat, on a observé un report de consommation sur des gammes moins onéreuses, voire une diminution des achats. Comme ses voisines, la coopérative Le Gouessant est sévèrement touchée par ce contexte ; mais elle poursuit son engagement à la hauteur de ses moyens. Notre soutien - peut-être insuffisant pour certains, mais jugé nécessaire à l'unanimité par le Conseil d'Administration - a nécessité beaucoup de ressources humaines et financières, et demandé des adaptations auprès de certains de nos adhérents.

En œufs, la production mondiale a diminué du fait de l'épizootie de grippe aviaire sur le globe. L'inflation a pénalisé les prix de revient, notamment en alternatif, et ce n'est pas l'ovosexage qui devrait arranger la situation de la France et de l'Allemagne. Pendant ce temps, l'aval voit se restreindre encore davantage le nombre d'intervenants sur le marché au profit d'une massification des outils de transformation.

En porc, un début d'année inédit et difficile a mis à mal les trésoreries et le moral des éleveurs. Un changement de règle du Marché du Porc Breton a ensuite permis une remontée du cours. Parallèlement, le plan de résilience négocié par les différentes instances du Porc a débouché sur une aide exceptionnelle et bienvenue. Aujourd'hui, le prix est largement repassé au-dessus des 2 €/kg, mais n'est-ce pas trop tard pour redynamiser ce secteur de production primordial pour notre région ?

La sécheresse nous a fait craindre pour la production laitière, mais la baisse des fourrages a été moins importante que prévu. L'année s'est terminée avec un prix du lait en nette remontée, permettant des clôtures comptables satisfaisantes en fin d'année. Malgré les changements climatiques, la Bretagne restera une terre de lait. Il nous faut arrêter l'érosion

du cheptel laitier du Grand Ouest, et proposer des perspectives encourageantes aux jeunes générations.

L'influenza aviaire n'a pas épargné la production chair, notamment dans les Pays de la Loire qui se sont retrouvés pratiquement à l'arrêt au printemps dernier. Cette épizootie va rebattre les cartes des différents bassins de production (canard, dinde, poulet, pour l'essentiel) ; mais elle va également interroger les sélectionneurs sur le devenir de leurs sites de repro. Doit-on les conserver à l'Ouest et si oui, faut-il créer des zones sans volaille autour ? Ou doivent-ils s'installer ailleurs ? Sera-t-on amené à dédensifier certaines zones du centre Bretagne ? L'expression ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier n'a jamais été aussi juste.

La sécheresse de 2022, qu'on nous présente comme normale en 2050, a finalement eu peu d'impact direct sur notre collecte. Elle est certes en retrait de 4 % par rapport aux 5 dernières années, mais la récolte estivale s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Ce sont les cultures implantées au printemps qui ont été le plus pénalisées par le manque d'eau, avec une grande hétérogénéité dans les parcelles de maïs. Si les prix ont été rémunérateurs (autour des 270 €/t en blé et 260 €/t en maïs), ils deviennent extrêmement volatiles. Difficile donc pour les éleveurs de savoir quand il faut vendre. Dans ce contexte, la solution de commercialisation la moins risquée reste le prix de campagne engagé.

Parmi les faits marquants de l'année, je souhaite revenir sur le lâche attentat dont a été victime notre Groupe avec l'attaque d'un train de céréales françaises le 19 mars 2022, aux abords de l'usine de St-Gérand. Quel choc de voir tous ces wagons se vider de leur blé sur la voie ferrée. Un acte de gaspillage alimentaire scandaleux et imbécile au moment même où certains pays en tension manquaient de blé pour nourrir leur population. La Coopérative a porté plainte et j'espère que les coupables seront fermement punis. Il en va de la sécurité de nos installations.

Cet acte odieux, n'est hélas qu'un exemple du vent de contestation brutal qui souffle en France. Pendant que des individus s'arrogent le droit de détruire les biens d'autrui, d'autres s'introduisent illégalement dans les élevages pour y voler des images. J'attends de l'État qu'il réinvestisse ses principales fonctions telles que l'enseignement, la santé, la justice, piliers d'une société en bonne santé, et par la même occasion, qu'il y ajoute l'alimentation. Tous les grands pays l'ont bien compris, assurer une alimentation en quantité suffisante et de qualité est primordial pour la stabilité d'une nation et le conflit ukrainien nous l'a cruellement rappelé. La France a été une puissance agricole, elle peut retrouver ce statut sous conditions :

Tout d'abord, il nous faudra continuer à produire. Car notre modèle agricole ne nourrit aujourd'hui que 50 % de la population française. On le voit dans nos campagnes, le partage de l'espace n'est plus si facile et nous aurons de plus en plus besoin de négocier et d'expliquer nos modes de production, que ce soit en circuit court ou long, bio ou conventionnel, animal ou végétal.

Il nous faudra être attractifs pour attirer les volontaires, jeunes ou moins jeunes, issus ou non du monde agricole. La rémunération est importante, mais elle ne fait pas tout. Le sens du travail, notre responsabilité sociétale et environnementale, le devenir de nos productions et l'action de nos Coopératives sont autant de points qui pèseront dans le choix des candidats.

L'agriculture étant toujours en évolution, il nous faudra investir dans la recherche et développement pour continuer à produire mieux avec moins : moins d'énergie, moins d'eau, moins d'ingrédients, moins de main-d'œuvre, etc.

Mais parmi les défis majeurs qui nous attendent, figure le changement climatique. Gardons en mémoire que l'agriculture est la seule activité économique capable de compenser les émissions et la société attend beaucoup de nous. Le stockage du carbone passera par la rénovation de certains bocages, par la plantation des parcours avicoles, la restauration des

mares, la conservation de l'élevage... Les leviers sont nombreux. On doit également agir pour réduire nos émissions sans pénaliser nos productions ; par exemple, en travaillant sur la baisse de nos indices de consommation, en consommant moins d'énergies fossiles au profit des énergies renouvelables, de la méthanisation... Nous ne partons pas de zéro, mais du chemin reste à parcourir autant dans les entreprises que dans les prises de conscience de chacun. Bien sûr que nous serons attentifs à ce qui se passe chez nos voisins, car c'est tous ensemble et dans la durée que nous relèverons ces défis.

Le Conseil d'Administration a également ouvert une vaste réflexion sur l'avenir de notre Groupe coopératif à l'horizon 2030. Définir un cap est toujours un exercice compliqué tant il y a des incertitudes, mais il est nécessaire pour pérenniser l'avenir de la Coopérative, de ses adhérents et des générations à venir. »